

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-034

DU 28 JANVIER 2022

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES : SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2022 - RÈGLEMENT DES AUTORISATIONS DU SANITAIRE ET DÉROGATIONS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU le code de l'éducation ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU le code du travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du 7 avril 2020 relatif aux modalités d'admission aux formations conduisant aux diplômes d'Etat d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture

VU l'arrêté du 12 avril 2021 portant diverses modifications relatives aux conditions d'accès aux formations conduisant aux diplômes d'Etat d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture

VU l'arrêté du 10 juin 2021 portant dispositions relatives aux autorisations des instituts et écoles de formation paramédicale et à l'agrément de leur directeur en application des articles R. 4383-2 et R. 4383-4 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 10 juin 2021 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'aide-soignant et portant diverses dispositions relatives aux modalités de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux ;

VU l'arrêté du 10 juin 2021 relatif à la formation conduisant au diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture ;

VU la délibération n° CP 12-335 du 29 mars 2012 portant approbation de la subvention de fonctionnement 2012 et du programme triennal de qualification par la formation continue ;

VU la délibération n° CR 225-16 du 14 décembre 2016 relatif au schéma régional des formations sanitaires et sociales 2016-2022 et à la mise en place du service public régional de la formation professionnelle ;

VU la délibération n° CP 2020-122 du 4 mars 2020 relative aux agréments des formations sociales et autorisations des formations paramédicales ;

VU la délibération n° CR 2021-005 du 4 février 2021 relative à l'accord de relance entre l'Etat et la région d'Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-449 du 19 novembre 2021 portant renouvellement de la convention d'objectifs et de moyens des organismes de formations sanitaires et sociales ;

VU la délibération n° CP 2021-450 du 19 novembre 2021 approuvant la convention de financement des formations AS et AP, et la convention Etat-Région relative au financement des places en IFSI

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-034 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Financement des centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique au financement d'avances représentant 70 % de la subvention de l'année 2022 conformément aux montants précisés en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 93 048 006 € disponibles sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP13-001 « formations sanitaires », action 11300102 « fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire » du budget 2022.

Article 2 : Financement des centres de formation dispensant des formations du secteur social

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant des formations du secteur social au financement d'avances représentant 70 % de la subvention de l'année 2022 conformément aux montants précisés en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 25 125 583 € disponibles sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « formations sanitaires et sociales », programme HP13-002 « formations sociales », action 11300202 « fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale » du budget 2022.

Article 3 : Modification du règlement d'intervention régional d'autorisation des formations paramédicales

Approuve le règlement d'autorisation des formations paramédicales modifié, tel qu'il figure en annexe n°3 à la présente délibération.

Article 4 : Augmentation des capacités de formation en soins infirmiers

Décide, par dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales approuvé à l'article 3 de la présente délibération et à titre exceptionnel pour l'année universitaire 2022-2023, que les extensions de la capacité d'accueil des instituts de formation en soins infirmiers supérieures à 10 places ne font pas l'objet d'une procédure d'appel à projets.

Article 5 : Augmentation des capacités de formation d'aides-soignants et d'auxiliaires de puériculture

Décide, par dérogation au règlement d'autorisation des formations paramédicales approuvé à l'article 3 de la présente délibération et à titre exceptionnel pour les années universitaires 2022-2023 et 2023-2024, que les extensions supérieures à 10 places de la capacité d'accueil des instituts dispensant des formations d'aides-soignants et d'auxiliaires de puériculture ne font pas l'objet d'une procédure d'appel à projets.

Article 6 : Convention de partenariat relative aux formations sanitaires en Île-de-France

Autorise la présidente du conseil régional à signer la convention de partenariat relative aux formations sanitaires en Île-de-France avec l'Assistance Publique- Hôpitaux de Paris, ci-jointe en annexe 4.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1134217-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

**Annexe 1 - Avance sur la subvention globale de
fonctionnement 2022 des organismes de formations
paramédicales et maïeutiques**

Centres de formation du secteur paramédical et maïeutique
Tableau récapitulatif au titre des avances 2022

Dépt	Bénéficiaire	Montant subvention définitive 2021	Avances au titre de la subvention 2022 (70% de la subvention 2021) - Montants arrondis à l'€ supérieur	N° dossier IRIS
75	CRF - CROIX ROUGE FRANCAISE	4 433 900 €	3 103 730 €	22000054
	AP-HP ASSISTANCE PUBLIQUE - HOPITAUX DE PARIS	47 532 386 €	33 272 671 €	22000035
	FONDATION DIACONESSES DE REUILLY	2 058 776 €	1 441 144 €	22000060
	GROUPE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE PARIS-PSYCHIATRIE ET NEUROSCIENCES	4 175 010 €	2 922 507 €	22000067
	FONDATION HOPITAL SAINT-JOSEPH - ECOLE DES INFIRMIERES ET INFIRMIERS	2 739 360 €	1 917 552 €	22000061
	ADERE ASSOCIATION DEVELOPPEMENT ENSEIGNEMENT RECHERCHE EN ERGOTHERAPIE	308 000 €	215 600 €	22000034
	VYV ³ POLE ENSEIGNEMENT ET FORMATION	764 600 €	535 220 €	22000079
	SORBONNE UNIVERSITE	953 000 €	667 100 €	22000076
Total 75		62 965 032 €	44 075 524 €	
77	GHEF GRAND HOPITAL DE L'EST FRANCILIEN	3 738 400 €	2 616 880 €	22000066
	CENTRE HOSPITALIER SUD SEINE ET MARNE	2 623 210 €	1 836 247 €	22000051
	GROUPE HOSPITALIER DU SUD ILE DE FRANCE	1 226 574 €	858 602 €	22000069
	CENTRE HOSPITALIER DE PROVINS - HOPITAL LEON BINET	1 101 850 €	771 295 €	22000057
Total 77		8 690 034 €	6 083 024 €	
78	HOPITAL DE PEDIATRIE ET DE REEDUCATION DE BULLION	268 000 €	187 600 €	22000071
	CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POISSY SAINT-GERMAIN	2 422 086 €	1 695 461 €	22000044
	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	849 100 €	594 370 €	22000077
	CENTRE HOSPITALIER DE VERSAILLES	1 378 160 €	964 712 €	22000038
	CHIMM - CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE MEULAN LES MUREAUX	2 390 543 €	1 673 381 €	22000052
	CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE RAMBOUILLET	1 178 410 €	824 887 €	22000043
	MGEN ACTION SANITAIRE ET SOCIALE - INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS MARCEL RIVIERE	1 439 530 €	1 007 671 €	22000073
Total 78		9 925 829 €	6 948 082 €	
91	CENTRE HOSPITALIER GENERAL D'ARPAJON	145 000 €	101 500 €	22000040
	CENTRE HOSPITALIER SUD FRANCILIEN	3 410 598 €	2 387 419 €	22000048
	GROUPE HOSPITALIER NORD ESSONNE	2 298 060 €	1 608 642 €	22000064
	ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE BARTHELEMY DURAND	1 309 850 €	916 895 €	22000059
Total 91		7 163 508 €	5 014 456 €	
92	OEUVRE DU PERPETUEL SECOURS - INSTITUT HOSPITALIER FRANCO-BRITANNIQUE	3 206 990 €	2 244 893 €	22000074
	CASH - CENTRE D'ACCUEIL DE SOINS HOSPITALIERS DE NANTERRE	2 896 745 €	2 027 722 €	22000037
	CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL STELL	1 327 300 €	929 110 €	22000039
	ASSOCIATION HOPITAL FOCH	2 154 120 €	1 507 884 €	22000036
Total 92		9 585 155 €	6 709 609 €	
93	CFLC - CENTRE DE FORMATION LOUISE COUVE	1 515 088 €	1 060 562 €	22000050
	CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL ROBERT BALLANGER	1 684 690 €	1 179 283 €	22000045
	FONDATION OEUVRE DE LA CROIX ST-SIMON	2 550 010 €	1 785 007 €	22000063
	GIP IFITS INSTITUT DE FORMATION INTERHOSPITALIER THEODORE SIMON	4 387 445 €	3 071 212 €	22000068
	ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE DE VILLE EVRARD	1 468 960 €	1 028 272 €	22000075
	CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE ST-DENIS - CENTRE HOSPITALIER DELAFONTAINE	2 030 200 €	1 421 140 €	22000042
Total 93		13 636 393 €	9 545 476 €	
94	CHIV - CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE VILLENEUVE ST GEORGES	1 283 640 €	898 548 €	22000053
	CENTRE HOSPITALIER LA QUEUE BRIE HOPITAL LES MURETS	1 667 690 €	1 167 383 €	22000055
	GROUPE HOSPITALIER PAUL GUIRAUD	1 680 250 €	1 176 175 €	22000070
	DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE - ECOLE DEPARTEMENTALE DE PUERICULTURE	315 000 €	220 500 €	22000058
	LES HOPITAUX DE SAINT-MAURICE	3 146 440 €	2 202 508 €	22000072
	UPEC - UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE	626 300 €	438 410 €	22000078
Total 94		8 719 320 €	6 103 524 €	
95	CENTRE HOSPITALIER VICTOR DUPOUY	1 914 690 €	1 340 283 €	22000049
	CENTRE HOSPITALIER GENERAL GONESSE	1 436 690 €	1 005 683 €	22000041
	CENTRE HOSPITALIER MOISSELLES ROGER PREVOT	1 411 275 €	987 893 €	22000056
	CENTRE HOSPITALIER SIMONE-VEIL	1 706 870 €	1 194 809 €	22000047
	GHCPO - GROUPE HOSPITALIER CARNELLE PORTES DE L'OISE - SITE DR JACQUES FRITSCHI	1 459 625 €	1 021 738 €	22000065
	CENTRE HOSPITALIER RENE DUBOS	1 910 800 €	1 337 560 €	22000046
	FONDATION LEONIE CHAPTAL	2 400 492 €	1 680 345 €	22000062
Total 95		12 240 442 €	8 568 311 €	
TOTAL Ile de France		132 925 713 €	93 048 006 €	

Annexe 2 - Avance sur la subvention globale de fonctionnement des organismes de formations sociales

Centres de formation en travail social
Tableau récapitulatif au titre des avances 2022

Dépt	Bénéficiaire	Montant subvention définitive 2021	Avances au titre de la subvention 2022 (70% de la subvention 2021 hors complément) - Montants arrondis à l'€ supérieur	N° dossier IRIS
75	APF ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	90 500 €	63 350 €	22000082
	CRAMIF	503 371 €	352 360 €	22000091
	AEFPP - ASSOCIATION ECOLE DE FORMATION PSYCHO-PEDAGOGIQUE	2 190 660 €	1 533 462 €	22000080
	ECOLE NORMALE SOCIALE	847 500 €	593 250 €	22000092
	ETSup - ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL	2 666 810 €	1 866 767 €	22000094
	INSTITUT SUPERIEUR CLORIVIERE	132 000 €	92 400 €	22000100
	ASSOCIATION POUR LA GESTION DU CENTRE DE FORMATION SAINT-HONORE	2 225 200 €	1 557 640 €	22000084
	UNIVERSITE DE PARIS	594 715 €	416 301 €	22000102
	AFRIS ASSOCIATION INSTITUT PARMENTIER	6 294 126 €	4 405 889 €	22000081
Total 75		15 544 882 €	10 881 419 €	
78	SAUVEGARDE DE L'ENFANT DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES - BUC RESSOURCES	3 484 222 €	2 438 956 €	22000101
Total 78		3 484 222 €	2 438 956 €	
91	CFE - CENTRE DE FORMATION DE L'ESSONNE	669 500 €	468 650 €	22000087
	IRFASE	2 809 155 €	1 966 409 €	22000097
Total 91		3 478 655 €	2 435 059 €	
92	L'HORIZON	1 120 000 €	784 000 €	22000099
	ITSRS - INSTITUT DE TRAVAIL SOCIAL ET DE RECHERCHES SOCIALES	6 083 821 €	4 258 675 €	22000098
	INITIATIVES	182 400 €	127 680 €	22000096
Total 92		7 386 221 €	5 170 355 €	
93	CERPE CENTRE D'ETUDE ET DE RECHERCHE PETITE ENFANCE	1 002 880 €	702 016 €	22000086
	ASSOCIATION REGIONALE DES CEMEA IDF	1 202 725 €	841 908 €	22000085
	CFLC - CENTRE DE FORMATION LOUISE COUVE	140 760 €	98 532 €	22000088
	UNIVERSITE SORBONNE PARIS NORD	485 000 €	339 500 €	22000103
Total 93		2 831 365 €	1 981 956 €	
94	INFA - INSTITUT NATIONAL DE FORMATION ET D'APPLICATION	570 000 €	399 000 €	22000095
	ANIMATION 94	75 000 €	52 500 €	22000083
Total 94		645 000 €	451 500 €	
95	CPCV - CENTRE PEDAGOGIQUE POUR CONSTRUIRE UNE VIE ACTIVE	67 500 €	47 250 €	22000090
	EPSS - ECOLE PRATIQUE DE SERVICE SOCIAL	2 455 840 €	1 719 088 €	22000093
Total 95		2 523 340 €	1 766 338 €	
TOTAL Ile-de-France		35 893 685 €	25 125 583 €	

Annexe 3 - Règlement d'autorisation des formations paramédicales

REGLEMENT D'AUTORISATION DES FORMATIONS PARAMEDICALES

Les formations paramédicales réglementées donnent accès aux diplômes d'Etat qui sont obligatoires pour exercer les professions paramédicales relevant du code de la santé publique.

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a confié aux Régions la responsabilité de délivrer les autorisations à tout organisme désireux de dispenser une formation paramédicale, après avis du directeur général de l'agence régionale de santé (ARS). Les Régions assurent le pilotage de la carte des formations.

La Région a établi des préconisations sur l'offre de formation qui ont été adoptées dans le schéma régional des formations sanitaires et sociales (délibération CR 225-16), sur la base d'une analyse des travaux d'études réalisées par Défi-Métiers, des résultats d'insertion des formés (données nationales et expérimentation régionale), ainsi que des besoins en emploi exprimés par les représentants du secteur et des territoires.

Pour que les évolutions de la carte des formations répondent aux enjeux et aux objectifs du schéma francilien, la Région fixe, au travers du règlement d'intervention, des critères de sélection et de qualité pour autoriser la création ou l'extension de places de formation au sein des instituts ou écoles dispensant des formations paramédicales.

Ce règlement reprend les conditions et les modalités d'autorisation prévues au code de la santé publique.

Ce règlement d'intervention, tout en visant la réalisation des objectifs quantitatifs du schéma régional, permet :

- d'objectiver le choix des établissements autorisés,
- de définir la carte des formations répondant aux enjeux et aux besoins en emploi des territoires,
- d'adapter aux besoins la répartition des places financées par la Région.

Ce règlement s'applique pour la délivrance d'autorisations relatives à :

- une nouvelle demande (création d'institut ou d'école),
- une augmentation de l'offre de formation (extension de capacité d'accueil).

Les demandes d'autorisation sont déposées dans le cadre d'appels à projets publiés par la région Ile-de-France.

Ne sont pas concernées par la procédure d'appel à projets :

- le cas exceptionnel de redéploiement des étudiants suite à une fermeture d'une formation ou à une erreur d'affectation,
- les répartitions de capacités totales d'accueil par formation inférieures ou égales à 10 places par an,
- la création d'institut ou d'école proposant des ouvertures de formation par la voie de l'apprentissage.

1 - Le périmètre

Les formations concernées par le règlement d'intervention sont les suivantes :

- ambulancier
- aide-soignant
- auxiliaire de puériculture
- psychomotricien
- technicien de laboratoire d'analyse biomédicale
- préparateur en pharmacie hospitalière
- pédicure-podologue
- ergothérapeute
- infirmier
- masseur-kinésithérapeute
- infirmier de bloc opératoire
- puériculture
- infirmier anesthésiste
- cadre de santé
- manipulateur d'électroradiologie médicale.

2 - La demande d'autorisation des formations paramédicales

Le dossier de demande est établi par le représentant légal de l'institut ou de l'école.

2.1 Dépôt du dossier

- L'autorisation est demandée à la Région du lieu d'implantation du site de la formation, par formation.
- Le dossier est téléchargeable sur le site de la région Ile-de-France.
- La demande d'autorisation est adressée à la Région par voie électronique sur un extranet dédié de la région Ile-de-France. La mention de protection des données personnelles (RGPD) est alors portée à la connaissance du déposant. Un accusé de réception est transmis automatiquement à l'issue de la validation du dépôt par le demandeur. L'envoi par voie postale n'est recevable qu'en cas de force majeure et après accord de la Région.
- Une copie est adressée, par voie postale, au directeur général de l'agence régionale de santé (ARS Ile-de-France), et, pour les lycées, une copie est également adressée au rectorat.

2.2 Composition du dossier de demande

Le dossier est établi par le représentant légal de l'institut ou de l'école. La demande d'autorisation est constituée de quatre parties : la première partie est commune à toutes les formations, les autres parties sont spécifiques à chaque formation.

Il est composé de la manière suivante :

- 1^{ère} partie : Les informations générales relatives à l'institut de formation ;
- 2^{ème} partie : La gouvernance de l'institut de formation ;
- 3^{ème} partie : Les ressources humaines et matérielles ;
- 4^{ème} partie : La place de l'institut dans le schéma régional des formations sanitaires et sociales ;

Une 5^{ème} partie est à renseigner pour les demandes ayant une incidence financière pour la Région.

Le dossier se présente sous forme de formulaires à renseigner et de listes de pièces à joindre.

1^{ère} PARTIE – LES INFORMATIONS GENERALES RELATIVES A L'INSTITUT DE FORMATION

1^{ère} Partie – Informations à transmettre conformément à l'arrêté du 10 juin 2021 :

Formulaire à renseigner	Dénomination sociale de l'organisme gestionnaire
	Adresse du site principal et le cas échéant des sites annexes
	Nom des personnes engageant la responsabilité de l'organisme

Renseignements complémentaires demandés par la Région et l'ARS :

Formulaire à renseigner	Les coordonnées de l'institut ou école : dénomination, adresse du lieu de formation.
	Nom, prénom du directeur de l'institut ou école
	Les identifiants de l'organisme de formation : SIRET, code NAF, n° FINESS, code UAI, etc...
	Les coordonnées de communication de l'organisme gestionnaire, du représentant légal, de l'institut ou école : téléphone, e-mail, etc...

1^{ère} Partie - Pièces à joindre conformément à l'arrêté du 10 juin 2021 :

1.1	Les plans détaillés précisant la répartition et l'affectation des locaux (dont l'accessibilité aux personnes handicapées, le service de restauration, l'internat, les espaces de convivialité, etc.).
1.2	Description des activités.
1.3	Organigramme administratif et fonctionnel.
1.4	Attestation d'assurance en vigueur au titre de la responsabilité civile couvrant les activités de contrôle entrant dans le champ d'application de la demande d'autorisation.
1.5	<p>Avis favorable de la commission départementale ou communale de sécurité et d'accessibilité.</p> <p>Fournir le procès-verbal complet</p> <p><i>Ne seront pas valables, les procès-verbaux datant de plus de 3 ans pour les ERP de type R des catégories 1, 2, 3, et 4 (avec hébergement) et datant de plus de 5 ans pour la 4^{ème} catégorie sans hébergement.</i></p> <p><i>Pour les ERP de type R classés en 5^{ème} catégorie, non soumis à l'obligation de visite par une Commission de sécurité, fournir un document attestant de sa classification ERP (procès-verbal délivré après travaux ou attestation Préfecture établie par l'exploitant d'un ERP de 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil ou courrier de la Mairie...).</i></p>

2^{ème} PARTIE

FORMATION – PROJET PEDAGOGIQUE – GOUVERNANCE

La demande de création ou d'extension

Une fiche de demande de création ou d'extension d'un institut ou d'une école de formation, doit être renseignée, datée et signée

Elle indique :

- l'intitulé du diplôme objet de la demande,
- le nom et l'adresse du site de formation,
- la capacité d'accueil demandée ; une mention précise qu'elle est annuelle, par formation et à l'entrée en 1^{ère} année de formation,
- l'année d'ouverture ou de démarrage,
- le nombre de promotion(s) dans l'année civile,
- le mois de rentrée de chaque promotion,
- la voie ou statut de formation demandé : formation initiale par voie scolaire ou par voie d'apprentissage, la formation continue.

La gouvernance de l'institut de formation

2^{ème} Partie - Pièces à joindre conformément à l'arrêté du 10 juin 2021 :

2.1	Les missions du directeur et de l'équipe de direction.
2.2	Le projet pluriannuel de l'institut comprenant le projet pédagogique conformément à l'annexe II de l'arrêté du 10 juin 2021
2.3	Les membres des instances représentatives (instance compétente pour les orientations générales de l'institut, section compétente pour le traitement pédagogique des situations individuelles des étudiants, section compétente pour le traitement des situations disciplinaires, cf. arrêté du 17 avril 2018 modifié). <i>Joindre la copie du dernier arrêté. Les instituts pour lesquels un arrêté n'est pas obligatoire joignent la liste des membres de ces instances.</i>
2.4	Rapport d'activité rendu accessible au public par l'institut de formation par tout moyen (conformément à l'annexe VI de l'arrêté du 21 avril 2007 modifié relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux).
2.5	Tableau de suivi des indicateurs du rapport d'activité sur les 5 dernières années.
2.6	L'engagement dans une démarche qualité de dispositifs de formations professionnelles supérieures et dans une démarche de développement des compétences des salariés .
2.7	Développement d'une stratégie de communication interne.
2.8	La mise en place d'un dispositif d'évaluation à travers des indicateurs types.
2.9	Les ressources financières : le compte de résultat prévisionnel annexe (art. R. 6145-12 du code de la santé publique) pour les établissements publics et l'état des prévisions des recettes et des dépenses ou les comptes certifiés par le commissaire aux comptes (art. L. 6161-3 et R. 6161-9 et suivants du code de la santé publique), les tableaux de suivi d'affectation des ressources ; la mise en place d'indicateurs de suivi.
2.10	La mise en place d'un recueil des appréciations sur la formation par les étudiants ou élèves, l'équipe pédagogique, les employeurs ou les structures d'accueil en stage

	et les éventuels financeurs
--	-----------------------------

2^{ème} Partie - Pièces complémentaires demandées par la Région et l'ARS :

2.11	Ajouter à la liste 2.6, la copie de la certification Qualiopi ou autre certification qualité
2.12	Ajouter à la liste 2.10, la maquette du questionnaire
2.13	Le rapport du commissaire aux comptes ou les comptes financiers arrêtés par l'agent comptable, du dernier exercice.

3^{ème} PARTIE – RESSOURCES HUMAINES ET MATERIELLES

3^{ème} Partie - Pièces à joindre conformément à l'arrêté du 10 juin 2021 :

3.1	Liste nominative des membres de l'équipe pédagogique, technique et administrative, dont le référent handicap et la personne chargée de l'appui à la mobilité nationale et internationale et leurs qualifications professionnelle (CV et titres de formation).
3.2	Le centre de ressources multimédia et documentaire : ordinateurs, accès internet, appareils multimédias, matériels de travaux pratiques.
3.3	Les matériels pédagogiques : ordinateurs, accès internet, appareils multimédias, matériels de travaux pratiques.
3.4	Les différents types de ressources mobilisées dans la démarche d'accueil, d'intégration et d'accompagnement des étudiants ou élèves en situations de handicap

3^{ème} Partie - Pièces complémentaires demandées par la Région et l'ARS :

3.4	Ajouter à la liste 3.1, la quotité de travail et travaux des membres de l'équipe pédagogique.
-----	---

4^{ème} PARTIE
PLACE DE L'INSTITUT DANS LE SCHEMA REGIONAL
DES FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES (SRFSS)

4^{ème} Partie - Pièces à joindre conformément à l'arrêté du 10 juin 2021 :

4.1	Le positionnement de l'institut dans l'environnement territorial au regard des besoins de la population et des professionnels formés.
4.2	Le positionnement de l'institut dans l'environnement économique et social de la région.
4.3	Le positionnement de l'institut dans les démarches de partenariat et de réseaux interprofessionnels.
4.4	La dernière convention constitutive du groupement de coopération sanitaire (GCS) dont les instituts ou écoles adossés à un établissement public de santé font partie. Pour les instituts ou écoles non adossés à un établissement public de santé, la convention constitutive, le cas échéant, de la structure juridique de regroupement.
4.5	La dernière convention entre l'institut, l'école ou la structure juridique de regroupement et l'université ou le groupement d'université, sur la base d'une convention type établie au niveau national par le ministère chargé de la santé et le ministère chargé de l'enseignement supérieur.

Les références réglementaires

Les conditions dans lesquelles sont délivrés les autorisations et les agréments de direction des instituts et des écoles sont fixées par voie réglementaire.

Toute demande devra répondre aux textes en vigueur à la date de dépôt.

5^{ème} PARTIE – ELEMENTS A CARACTERE FINANCIER

La demande de subvention globale de fonctionnement Région

Pour les établissements sollicitant un financement régional dans le cadre de la subvention globale de fonctionnement en vertu de l'article L 4383-5 du code de la santé publique, il est demandé une déclaration, datée et signée, confirmant la demande et les éléments financiers transmis.

Prévisions budgétaires de la montée en charge du coût de la formation

La progression budgétaire de la formation jusqu'à l'année pleine charge est chiffrée au moyen d'un échéancier financier par tranches de capacité d'accueil demandée :

- inférieure ou égale à 15 (tableau 1) – chiffrer un tableau
- entre 15 et 25 (tableau 2) - chiffrer un 2^{ème} tableau
- supérieure à 25 places (tableau 3) - chiffrer un 3^{ème} tableau.

Ces simulations sont à produire en fonction des capacités d'accueil demandées pour éclairer les hypothèses que la Région pourra retenir.

<i>Eléments financiers</i>	<i>1ère année</i>	<i>2ème année</i>	<i>3ème année</i>	<i>4ème année</i>	<i>5ème année</i>
Total des charges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
* Personnel					
* Locaux					
* Autres charges					
Total des produits	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
* Demande de subvention régionale globale de fonctionnement					
* Autres financeurs					
* Autres produits					
Equilibre (charges-produits)	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Effectif étudiant prévisionnel					
Coût moyen (total charges / effectif)	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!
Reste à charge éventuel pour l'étudiant					
Total des investissements liés à la demande					

3 - L'instruction de la demande

3.1 Capacité d'accueil et financement

L'analyse de la demande se fait à deux niveaux :

- **la capacité d'accueil** qui correspond à l'autorisation donnée par la Région à l'établissement, l'habilitant à dispenser une formation paramédicale pour un nombre de places défini à l'entrée en formation (cf. § 3.3 infra).
- **le financement** par la Région d'un nombre de places à l'entrée en formation indiqué au niveau de la capacité d'accueil. La convention d'objectifs et de moyens précise les modalités d'éligibilité du public et les modalités d'octroi de la subvention globale de fonctionnement (cf. § 3.4 infra).

L'établissement, qui a obtenu l'autorisation, et dont la formation paramédicale initiale ¹ est financée par la subvention globale de fonctionnement conformément à l'article L 4383-5 du code de la santé publique, conclut avec la Région une convention d'objectifs et de moyens.

3.2 Le circuit de la demande

■ Publicité

La Région publie sur son site Internet un appel à projets pour une ou plusieurs formations. Il est publié pour une durée déterminée. Toute demande qui arrive en dehors de la période d'ouverture n'est pas examinée.

L'appel à projets définit la période de réception des candidatures et d'instruction des dossiers, le volume de places, le calendrier.

Cette procédure ne concerne pas :

- le cas exceptionnel de redéploiement des étudiants suite à une fermeture d'une formation ou à une erreur d'affectation,
- les répartitions de capacités totales d'accueil par formation inférieures ou égales à 10 places,
- la création d'institut ou d'école proposant des ouvertures de formation par la voie de l'apprentissage.

■ Recevabilité

Le dossier complet, c'est-à-dire contenant toutes les pièces listées précédemment et les pièces complémentaires demandées, est adressé à la Région avec copie à l'ARS et pour les lycées à leur rectorat.

La Région vérifie la complétude du dossier. La Région adresse au demandeur, par voie électronique avec accusé de réception l'avis de réception d'un dossier complet, sinon la liste des pièces et informations manquantes assortie d'un délai raisonnable pour leur production. Au-delà de ce délai, le dossier est considéré comme incomplet et non recevable. Il ne sera pas instruit.

¹ Telle que définie dans la convention d'objectifs et de moyens.

Un courrier notifie au demandeur la date de complétude à partir de laquelle prend effet le délai de réponse de la présidente du conseil régional, fixé à quatre mois. Dans le cas d'un dépassement du délai, le nouveau calendrier sera précisé dans le courrier de complétude.

La Région sollicite l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé qui vérifie la capacité de l'établissement à préparer les candidats à l'obtention du diplôme et s'assure des conditions du fonctionnement pédagogique et des moyens mis en œuvre pour y parvenir.

3.3 Les critères d'examen pour l'ensemble des dossiers, hors financement

Dans l'examen des dossiers une attention particulière est portée au respect des orientations et aux préconisations définies dans le Schéma des formations sanitaires et sociales 2016-2022, adopté en Conseil régional du 15 décembre 2016 (délibération CR 225-16).

La Région statue sur la demande d'autorisation après examen des pièces du dossier. Chaque demande sera analysée en application des 3 critères suivants :

A. Qualité

Respect des dispositions réglementaires (décrets et arrêtés relatifs aux formations paramédicales) :

- L'ARS s'assure de la capacité pédagogique de l'établissement à dispenser la formation.
- La Région contrôle les aspects relatifs aux locaux.

Qualité pédagogique :

- L'ARS s'assure que les modalités pédagogiques prévues garantissent une formation de qualité.
- La Région vérifie la convention ou le projet de convention avec une université, notamment l'annexe financière prévue.
- L'ARS analyse la qualité pédagogique en lien avec l'université (ingénierie de formation, modalités pédagogiques...), avec les étudiants et avec les employeurs.

Densité du lien avec les employeurs

- L'ARS contrôle la conformité et l'adéquation des offres de stage par rapport au référentiel de formation.
- L'ARS examine la maquette du dossier scolaire de l'étudiant démontrant la construction du parcours.
- La Région examine l'organisation du lien avec les structures d'accueil, en collaboration avec l'ARS (courriers de demande d'accueil, partenariats...).

Information du public

- L'ARS contrôle la conformité réglementaire des modalités de sélection prévues, le déroulement de la formation, les résultats obtenus.
- La Région étudie les moyens mis en œuvre par l'organisme de formation pour délivrer l'information au public sur l'offre de formation, les tarifs et les modalités de prise en charge financière du coût de la formation, les résultats obtenus, l'accès au site de formation.

B. Equilibre territorial

La Région examine ce critère au regard des demandes d'autorisation des formations. Il s'agit d'assurer l'équilibre territorial de l'offre de formation en fonction des besoins en emplois identifiés dans le schéma des formations sanitaires et sociales mais aussi de l'existence historique de l'offre de formation et des nouveaux enjeux.

- Prise en compte du maillage territorial de l'offre de formation existante et des demandes reçues.
- Maillage universitaire pour les formations paramédicales du supérieur (lettres d'engagement des employeurs ou autre document).
- Intérêt territorial et professionnel d'une création ou d'une extension de la formation.
- Remplissage des autorisations existantes.

C. Diversité des financements et équilibre financier

La viabilité des financements prévus par le centre de formation (hors subvention régionale globale) est examinée pour mettre en œuvre la formation : projet d'apprentissage, de contrat de professionnalisation, de financement d'OPCO, opérateurs de compétence, employeurs ou tout autre organisme prenant en charge la formation des salariés et des demandeurs d'emploi.

A noter :

L'analyse des critères s'arrête à ce stade pour les établissements qui ont fait exclusivement une demande d'autorisation de capacité d'accueil sans solliciter un financement régional.

3.4 Les critères d'examen des dossiers sollicitant un financement régional

La demande de financement régional fait l'objet d'une procédure d'analyse complémentaire par les services de la Région. Chaque demande sera analysée en application des 3 critères suivants :

A. Coût de formation par étudiant

B. Equilibre territorial de l'offre financée par la subvention régionale globale de fonctionnement

- Prise en compte de l'offre de formation faisant l'objet d'une demande de financement sur le territoire francilien et effet structurant de la demande d'autorisation : maillage territorial.
- Historique du remplissage de la formation si elle était financée par la Région dans le cadre d'une subvention globale de fonctionnement.
- Intérêt territorial et professionnel d'une création ou d'une extension de la formation demandée.

C. Qualité de la formation

- Parcours des élèves et étudiants au sein de l'établissement :

- information précise du public sur les conditions d'éligibilité à un financement de la formation par la Région, sur les tarifs de formation selon le statut des étudiants et les aides régionales pour les étudiants ;
- résultats obtenus (taux de réussite aux examens et abandons) ;
- prise en compte des appréciations rendues par les élèves et étudiants, ou du moins ce que l'établissement prévoit de mettre en place s'il ne l'a pas encore instauré.

■ Moyens mis en œuvre pour ouvrir la formation aux innovations pédagogiques, pour le soutien à la recherche, et le partenariat entre les établissements, le décloisonnement.

Le cahier des charges de chaque appel à projets pourra préciser ces critères.

4 La délivrance de l'autorisation

4.1 L'arrêté

La décision d'acceptation ou de rejet de la demande d'autorisation est notifiée par la présidente du conseil régional à l'auteur de la demande. L'autorisation est délivrée par un arrêté de la présidente du conseil régional, publié au recueil des actes administratifs de la Région et transmis en copie au représentant de l'Etat dans la Région ainsi qu'au directeur général de l'agence régionale de santé (ARS Ile-de-France).

4.2 Le rejet

En l'absence de réponse de la présidente du conseil régional au demandeur dans un délai de quatre mois à compter de la réception du dossier complet, la demande d'autorisation est réputée rejetée. Toutefois, lorsque la complexité de la procédure de l'appel à projets lancé par la Région le justifie, un délai implicite de rejet supérieur à 4 mois peut être prévu expressément par la Région et signifié au demandeur lors de la notification de la complétude de son dossier.

4.3 La durée

L'autorisation est attribuée pour une durée de 5 ans. Toutefois, cette durée peut être réduite à titre exceptionnel et dûment justifié.

5 Le contrôle, le retrait de l'autorisation et la radiation

5.1 Le contrôle

L'ARS contrôle le suivi des programmes, la qualité de la formation, le respect des textes relatifs aux diplômes, la qualification du directeur, du responsable pédagogique et des formateurs de l'établissement.

La Région contrôle le respect des textes relatifs à l'organisation et au financement.

La Région se réserve la possibilité de visiter, sur place, les centres de formation ayant déposé une demande, en complément de l'analyse des dossiers.

L'établissement dispensant une formation préparant à un diplôme des professions paramédicales mentionnées supra sans être titulaire d'une autorisation fait l'objet d'une mise

en demeure de cessation d'activité par la présidente du conseil régional, qui en informe le représentant de l'Etat dans la Région.

5.2 Le retrait de l'agrément

La présidente du conseil régional procède, après mise en demeure et par décision motivée, au retrait de l'autorisation de l'établissement en cas de non-respect des dispositions législatives ou réglementaires régissant l'organisation des formations et d'incapacité ou de faute grave des dirigeants de ces instituts ou écoles.

Cette décision vaut opposition à la poursuite de la mise en œuvre de la formation. Elle est notifiée à la personne juridiquement responsable de l'établissement de formation et au représentant de l'Etat dans la Région. Elle est publiée au recueil des actes administratifs de la Région.

En cas de retrait de l'autorisation de l'établissement, les élèves et étudiants en cours de formation sont redéployés par la Région au sein des structures existantes.

5.3 La radiation

La cessation d'activité de l'établissement de formation est portée sans délai à la connaissance de la présidente du conseil régional par la personne juridiquement responsable de l'établissement de formation. La présidente du conseil régional informe le représentant de l'Etat dans la Région qui procède à la radiation de l'établissement du fichier national des établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux.

Il est également procédé à cette radiation lorsque l'autorisation de l'établissement est arrivée à échéance sans renouvellement.

En cas de non-renouvellement de l'autorisation ou de cessation de l'activité de l'établissement, les élèves et étudiants peuvent, sur décision de la présidente du conseil régional, être redéployés au sein de structures existantes. Les élèves et étudiants en cours de formation peuvent la poursuivre dans l'établissement de formation jusqu'à leur première présentation aux épreuves de certification.

6 La modification de l'autorisation

Toute demande de modification de la décision d'autorisation est déposée à la Région avec copie à l'ARS par la personne juridiquement responsable de l'établissement de formation. Un nouvel arrêté pourra être délivré.

Toute modification de l'autorisation, notamment celle rendue nécessaire par une réforme substantielle du diplôme, donne lieu au dépôt d'une demande d'autorisation dans les conditions prévues dans le règlement d'intervention et dans le respect des textes en vigueur.

La modification d'une autorisation en cours de validité (changement de locaux ou d'organisme gestionnaire, fusion...) fait l'objet d'une procédure dite « allégée ». Seules les informations explicitant la modification et ses impacts sont requis. Un nouvel arrêté est délivré dans la limite de l'échéance de validité du précédent arrêté.

7 Le renouvellement

A l'issue de la période de validité, l'autorisation peut être renouvelée. Le dossier de demande de renouvellement est déposé dans les mêmes conditions qu'au paragraphe 2.1 supra, au plus tard douze mois avant l'échéance de l'autorisation.

La composition du dossier de renouvellement est identique au dossier de demande de création-extension tel que présenté au paragraphe 2.2 supra, hormis la 5^{ème} partie relative au financement traité séparément dans le cadre du dialogue de gestion.

8 Entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement prendra effet à compter du 28 janvier 2022.

Annexe 4 - Convention de partenariat relatives aux formations sanitaires en Ile-de-France

CONVENTION DE PARTENARIAT

RELATIVE AUX FORMATIONS SANITAIRES EN ILE-DE-FRANCE

Entre

La région Île-de-France, dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,

Ci-après désignée « la Région »,

Et

L'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris, établissement public de santé, dont le siège est situé 4, avenue Victoria, 75004 Paris, représenté par son Directeur Général, Monsieur Martin Hirsch,

Ci-après désignée « l'AP-HP »,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Face aux enjeux que doit relever l'Île de France, la Région et l'AP-HP partagent la volonté de formaliser leur coopération de façon globale et renforcée et de définir, à cette fin, les orientations stratégiques de leur partenariat, notamment en matière de stratégie d'investissement et de choix d'implantation.

L'Île-de-France est la première région économique française et l'une des premières au niveau mondial. Ses atouts sont nombreux. Son PIB représente environ un tiers de la richesse nationale et près de 4% du PIB de l'Union européenne, devant le Grand Londres et la Lombardie. Elle est le premier bassin d'emploi européen et sa main-d'œuvre est hautement qualifiée : elle regroupe 18% de la population nationale, mais près du quart des étudiants nationaux et 35% des cadres français. Enfin, sa forte tradition industrielle se caractérise par un tissu riche en PME / PMI et un large éventail d'activités. Elle rassemble une forte densité

d'entreprises technologiques (grands groupes, PME, start-ups), des pôles de compétitivité de réputation internationale et une des plus importantes concentrations scientifiques et technologiques en Europe, favorisée par des réseaux de communication à haut débit qui permettent aux entreprises de bénéficier de conditions technologiques très favorables à leur essor. Enfin, l'Île-de-France, et plus particulièrement Paris, ville d'art, d'histoire et de culture, restent très attractifs pour les touristes internationaux. Elle est, depuis plusieurs années, la première région touristique mondiale. Près de 20% des entreprises franciliennes exercent une activité dans un secteur innovant.

En matière de santé, l'Île-de-France dispose d'un potentiel incomparable dans les domaines du soin, de la formation, de la recherche et de l'innovation. Elle est l'une des premières régions économiques et scientifiques d'Europe dans le domaine des sciences du vivant et de la santé, avec 322 000 emplois dans la filière santé et 21% des activités de santé en France. Tous les acteurs de la chaîne du développement des produits diagnostiques et thérapeutiques s'y trouvent : recherche académique et clinique, réseau hospitalier unique en Europe, grands industriels de la pharmacie et de l'imagerie, JEI/PME de bio-imagerie, bio-ingénierie et de bio-instrumentation pour la santé humaine, prestataires de recherche, organismes d'enseignement supérieur et des autorités de sécurité sanitaire.

Première région européenne par le nombre d'entreprises du secteur « pharmacie », devant le Grand Londres. Deuxième rang européen par le nombre d'entreprises du secteur « équipement médical » derrière la Bavière. L'Île-de-France est la première région française pour les essais cliniques.

Plus de 40% de la recherche académique française avec de grands organismes de recherche et des universités reconnues (INSERM, CNRS, CEA, INRIA, Université de Paris, Sorbonne Université...). Aux côtés des États-Unis, c'est le seul pays à voir figurer deux de ses labos dans le Top 10 mondial des centres de recherche en santé (avec l'Inserm et l'AP-HP).

Enfin, outre les hôpitaux de l'AP-HP, on compte également des établissements hospitaliers de renommée internationale (Institut Curie et Institut Gustave Roussy pour la cancérologie), 150 hôpitaux privés, qui délivrent notamment des formations sanitaires de très haut niveau, sans compter les Instituts Hospitalo-Universitaires et les neuf universités offrant des cursus complets dans le domaine des sciences du vivant, 20 grandes écoles dont deux écoles normales supérieures et plusieurs écoles d'ingénieurs qui ont pris en compte l'approche de la complexité du vivant dans leurs enseignements et leurs recherches, des équipements/plateformes remarquables (Neurospin, Genoscope...).

La Région exerce une compétence dans le domaine des formations sanitaires, notamment pour la délivrance des agréments, le financement du fonctionnement des instituts de formation, les indemnités de stage et la prise en charge des étudiants boursiers.

En 2021, la Région qui compte quelques 70 centres de formation dans le domaine du sanitaire, s'est engagée dans un grand plan de rénovation immobilière, allant au-delà de ses compétences, pour œuvrer à la sécurisation des bâtiments et améliorer les conditions d'étude des étudiants, rendu d'autant plus nécessaire en raison de la perte d'attractivité des métiers du sanitaire.

L'AP-HP, premier centre hospitalier universitaire européen, mondialement connu, accueille, dans ses 39 hôpitaux chaque année plus de 10 millions de personnes malades : en consultation, en urgence, lors d'hospitalisations programmées ou en hospitalisation à domicile, à tous les âges de la vie. L'AP-HP assure un service public de santé pour tous, 24h/24 et 7j/7.

L'AP-HP offre toutes les spécialités médicales et chirurgicales et s'appuie sur toutes les possibilités diagnostiques et thérapeutiques. L'AP-HP soigne toutes les personnes malades qui se présentent dans nos hôpitaux, indépendamment de leurs revenus : l'accès aux meilleurs soins ne dépend pas des situations sociales ou financières des patients. L'AP-HP joue un rôle majeur dans la réponse aux besoins de soins urgents et non programmés de la population parisienne et métropolitaine avec plus de 1,4 million de personnes dans ses 25 services d'urgence chaque année. L'AP-HP assure des missions essentielles de dépistage et de prévention, et facilite l'accès des plus démunis aux soins hospitaliers en les accompagnant dans les démarches nécessaires à la reconnaissance de leurs droits.

L'AP-HP dispense des soins de haut niveau, y compris pour les maladies rares, mal prises en charge, ou des traitements extrêmement coûteux, comme les greffes ou les soins aux grands brûlés.

Premier acteur européen dans la recherche appliquée et dans l'innovation en santé, l'AP-HP, en lien avec les universités franciliennes, dispose de nombreux atouts pour poursuivre une politique ambitieuse au service du progrès médical et des patients. L'activité de recherche, soutenue dans le projet d'établissement 2021-2025, représente un élément majeur de l'attractivité de l'établissement, sur l'ensemble de ses territoires, pour les praticiens mais aussi les personnels paramédicaux.

Les patients, premiers bénéficiaires des avancées de la recherche, peuvent également participer, s'ils le souhaitent et sous le contrôle d'un comité d'éthique, à des essais cliniques ou essais thérapeutiques. La Fondation dont la vocation est de soutenir l'organisation des soins, le personnel hospitalier et la recherche au sein des 39 hôpitaux qui composent l'AP-HP joue un rôle essentiel.

Les hôpitaux de l'AP-HP veillent à renforcer les relations avec les médecins traitants dans une logique de "médecine de parcours". Les groupes hospitaliers développent d'étroites coopérations avec les hôpitaux d'Ile-de-France, notamment dans le cadre de groupements hospitaliers de territoires, afin de renforcer les filières médicales de prise en charge des patients.

L'AP-HP forme des médecins, des sages-femmes, des pharmaciens et des préparateurs en pharmacie, des dentistes, des cadres de soins, des infirmiers, des aides-soignants, des manipulateurs radio, des techniciens de laboratoire, des masseurs-kinésithérapeutes, des puéricultrices, des personnels de rééducation, des personnels ouvriers et administratifs... mais également des patients, à travers toutes nos actions d'éducation thérapeutique.

A ce titre, l'AP-HP compte 33 écoles et Instituts de formation initiale et spécialisée, à proximité de ses établissements sanitaires. A ce titre, elle représente 40% des places offertes en Instituts de formation en soins infirmiers en Ile de France, soit plus de 2 000 étudiants formés chaque année. Par ailleurs, l'AP-HP a conventionné avec les six universités franciliennes avec une

composante santé (Sorbonne université, Saclay, UPEC, UVSQ, Université de Paris, Sorbonne Paris Nord). Ces partenariats ne sont pas limités aux seuls IFSI, mais s'étendent également à des formations spécialisées telles que celles pour les masseurs-kinésithérapeutes, les manipulateurs radio, ou encore les IADE et les IBODE. Pour l'ensemble de ces cursus, les enjeux liés à l'université sont majeurs (mastérisation des formations spécialisées, formation enrichie pour les étudiants en IFSI désireux d'accéder directement à la licence universitaire, etc.). En outre, l'universitarisation de ses deux écoles de sages-femmes, profession médicale, est presque aboutie. L'AP-HP souhaite donc, à travers ces évolutions au sein de ses structures, favoriser l'attractivité des métiers du soin auprès des jeunes dans un secteur en forte demande

L'AP-HP, c'est aussi le premier employeur d'Ile-de-France : près de 100 000 personnes - médecins, chercheurs, paramédicaux, personnels administratifs, techniques et ouvriers - y travaillent.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention de partenariat (« Convention » ou « Partenariat ») répond à la double ambition d'apporter un cadre collaboratif inscrit dans la durée entre les deux signataires, ainsi qu'à définir des mesures concrètes liées à la stratégie d'investissement pour les années à venir.

Par cette Convention, la région Île-de-France et l'AP-HP s'engagent à œuvrer ensemble pour maintenir les meilleurs termes de partenariat entre eux et en particulier :

- renforcer la cohérence des investissements immobiliers, notamment dans le cadre des appels à projets lancés par la Région, et les stratégies d'implantation ;
- œuvrer à l'universitarisation des formations sanitaires, notamment au travers du prochain contrat de plan Etat Région (CPER).

Ce partenariat est aussi l'opportunité d'un dialogue plus global pour œuvrer au bon pilotage de l'offre de formation et au bien-être des étudiants tant par la qualité des enseignements, des stages, de leurs conditions d'études, et porter ensemble auprès des acteurs la problématique du logement étudiant particulièrement prégnante en Ile-de-France. La présente Convention vient préciser les modalités de ces engagements communs autour d'axes de partenariat définis à l'article 2 ci-dessous.

ARTICLE 2. AXES DE PARTENARIAT

2.1. Cohérence des stratégies immobilières

Dans le cadre d'une politique volontariste, la Région lance en 2021 et 2022 un appel à projets relatif à la rénovation des instituts de formation sanitaire franciliens doté de 30 millions d'euros chacun. L'AP-HP a nécessairement vocation à présenter des opérations pertinentes dans ce cadre.

Dans cette perspective de rénovation et de redéploiement des centres de formation AP-HP à effectuer grâce au soutien régional (dont notamment la relocalisation de l'IFSI Charles Foix au sein du bâtiment Louis Ramond, la restructuration de l'IFSI Pitié et la relocalisation de l'Institut de Formation des Masseurs Kinés au sein du bâtiment Leriche/Steg), et du financement de plusieurs projets de déménagements d'instituts et écoles financés par la Région via le CPER (Regroupement des ESF sur Tarnier, relocalisation des IFSI regroupés Avicenne et Jean Verdier dans le bâtiment Illustration de l'Université Sorbonne Paris Nord) la Région et l'AP-HP s'accordent pour partager régulièrement les informations concernant les instituts et écoles de formation sanitaire de l'AP-HP.

Par ailleurs, le projet de redéploiement des IFSI Ambroise Paré et Raymond Poincaré sur le site hospitalier de Boulogne-Billancourt, consécutivement à la mise en œuvre du projet hospitalier du Nouveau Garches sur Ambroise Paré, devra faire l'objet d'échanges et de concertation préalables entre l'AP-HP et la Région.

Par la mise en place d'un comité de pilotage annuel et d'un comité de suivi opérationnel, la Région et l'AP-HP entendent construire un partenariat pérenne sur la stratégie immobilière des instituts et écoles de formations financés par la Région, gérés par l'AP-HP et soumis à agrément ou autorisation régionale.

Par le passé, la Région et l'AP-HP ont dû faire face à des déménagements subis d'instituts et d'écoles de formation sanitaire de l'AP-HP, du fait d'alerte sur les conditions de sécurité des bâtiments obligeant l'AP-HP à trouver des solutions alternatives dans l'urgence. Ces mesures ont pu avoir des conséquences sur l'équilibre du budget annexe lorsque la solution passait par un dispositif locatif.

Dans le cadre d'un partenariat renouvelé, la mise en place d'un dialogue annuel formalisé, sur les projets hospitaliers de l'AP-HP, impactant la cartographie des instituts financés par la Région via ses appels à projets et le CPER, doit permettre à l'AP-HP et à la Région d'avoir une vision partagée et de long terme sur la carte des formations et de prendre des décisions concertées.

Par la présente convention, l'AP-HP s'engage à concerter systématiquement la région sur les déménagements des établissements de formation soumis à agrément ou autorisation régionale et à recueillir son accord express avant mise en œuvre des solutions de relocalisation.

Par ailleurs, dans le cadre de l'universitarisation de ces formations, tout changement sera concerté et anticipé avec l'université de rattachement.

2.2. Universitarisation des formations sanitaires

Dans le cadre du CPER 2022-2028 qui sera signé en 2022, la Région souhaite faire de ce contrat un levier fort d'accélération du mouvement vers une universitarisation renforcée des formations sanitaires. A ce titre, deux opérations concernant directement l'AP-HP sont proposées à la contractualisation, en plus du projet de faculté de santé du CHU Grand Paris Nord (CHUGPN), valorisé dans le CPER, qui doit emporter avec lui 4 IFSI de l'AP-HP. Ces projets sont les suivants.

Financements régionaux envisagés à la contractualisation du CPER en 2022 concernant les formations sanitaires et sociales (FSS) :

Rénovation du site Tarnier (Paris) pour le regroupement des écoles de maïeutique et création d'un Institut de la santé de la Femme	9 200 000 €
Achèvement de la rénovation du Bâtiment Illustration (Bobigny) pour accueillir des formations en santé	11 000 000 €
TOTAL	20 200 000 €

La Région entend accompagner l'universitarisation portée par le MESRI et le MSS, de ces formations, universitarisation qui nécessite une stratégie partagée entre la Région, l'AP-HP et l'Université concernée.

Pour cela, un partenariat étroit et transparent devra être mis en œuvre entre les Parties, mais aussi avec l'université ; notamment sur le périmètre d'étude et le calendrier du projet actualisé de relocalisation des IFSI du Groupe Hospitalo-Universitaire de Paris Seine-Saint-Denis dans le bâtiment Illustration.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente Convention entre en vigueur à sa date de signature. Elle est conclue pour une durée de six (6) ans, soit pour la période 2022-2027.

ARTICLE 4. MODALITES DE SUIVI ET DE MISE EN OEUVRE

Un comité de pilotage associant région Île-de-France et l'AP-HP est constitué. Il a pour rôle de suivre la mise en œuvre de la convention. Il se réunira régulièrement et au moins une fois par an pour faire un point d'avancement de la convention. A cette occasion, de nouveaux axes de travail pourront être identifiées.

Il est composé de la manière suivante :

- Pour la Région : Vice-Présidente en charge de la santé et de la solidarité ou ses représentants.
- Pour l'AP-HP : Directrice Générale Adjointe

Un comité de suivi opérationnel se réunira au minimum une fois par an entre les directeurs ou directrices de services de la Région et ceux de l'AP-HP pour échanger des informations, assurer l'état d'avancement des travaux communs au titre de la convention et le suivi opérationnel des projets engagés. Ce comité opérationnel fera part des propositions au comité de pilotage pour validation. Il sera composé de l'ensemble des directions concernées par les champs d'actions de la présente convention et pourra être élargi sur proposition de ses membres lorsque l'ordre du jour le justifie.

Désignation de référents pour la Région et l'AP-HP :

La Région désigne comme interlocuteur de l'AP-HP un correspondant de la direction des formations sanitaires et sociales au sein du pôle TRESOR ;

L'AP-HP désigne comme interlocuteur de la Région un correspondant du CFDC ou de la Direction des Ressources Humaines ;

Leur rôle est d'assurer :

- L'animation de la mise en œuvre de l'accord au sein de l'institution ;
- La mise en relation entre les institutions et la fluidité des échanges ;
- Le suivi des actions à mener dans l'accord.

ARTICLE 5 : INFORMATIONS, CONFIDENTIALITE

Les parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui leur auront été communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont elles auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

Sont exclues de cet engagement les informations :

- qui seraient déjà dans le domaine public ;
- que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de la Convention et demeurera en vigueur pendant une durée de deux (2) ans à compter de l'arrivée du terme de la Convention pour quelque cause que ce soit.

Dans l'hypothèse où les Parties feraient appel à un tiers, le présent article n'interdit pas la divulgation d'informations ou documents à ce tiers, à condition qu'il ait préalablement signé un engagement de confidentialité.

En tout état de cause, les Parties veilleront à ne pas transmettre des informations susceptibles de porter atteinte à l'égalité entre des candidats dans le cadre d'éventuelles procédures de mise en concurrence organisées par la Région ou les autres personnes amenées à intervenir et soumises aux règles de la commande publique.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

L'ensemble des objectifs partagés dans cette convention donneront lieu à une coopération destinée à appuyer les communications des deux parties.

Fortes de leur volonté commune d'améliorer la visibilité de leurs actions et de permettre une meilleure appréhension de leurs dispositifs par les publics bénéficiaires, les Parties s'engagent à mettre en œuvre une coopération continue en matière de communication.

Pour chacun des objectifs, les parties s'engagent à mentionner le soutien de l'une ou l'autre sur l'ensemble de leurs supports de communication. Ce soutien sera matérialisé notamment par l'apposition des logos des deux entités. Chacune des entités s'engage à faire valider l'utilisation du logo par l'autre entité.

Par ailleurs, la communication dédiée à chacune des thématiques de la présente convention pourra donner lieu à des échanges spécifiques négociés au préalable par les services communication des deux entités.

Campagnes de communication croisées

Il est convenu entre les parties que les campagnes de communication respectives de chaque Partie pourront être relayées ponctuellement par l'autre partie auprès de ses bénéficiaires. De plus, les deux parties s'entendent pour échanger des bonnes pratiques et des informations sur la qualification de leurs bases de données.

ARTICLE 7 : STIPULATIONS DIVERSES

Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la présente Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles relativement à leur partenariat et se substitue à tout accord antérieur, écrit ou verbal, relatif au même sujet.

Modification de la Convention

Les Parties apporteront tout leur soin à la bonne exécution des présentes. Les aménagements nécessités par la survenance d'aléas dans cette exécution seront convenus entre les Parties par voie d'avenants, en tant que nécessaire.

Résiliation

La convention peut être dénoncée avant le terme contractuel par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

En cas de résiliation anticipée par une des parties, les stipulations de la présente convention continuent de s'appliquer jusqu'au terme des conventions attributives de subventions d'investissement immobilières de la Région à l'AP-HP signées pendant sa durée d'exécution.

Litiges

Tout différend qui s'élèverait entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention et qui n'aurait pas fait l'objet d'un règlement à l'amiable sera soumis à la juridiction compétente.

Fait à , le **2022,** en deux exemplaires originaux

Pour la région Île-de-France,

Pour l'AP-HP,

La Présidente,

Le Directeur Général,

Valérie PECRESSE

Martin HIRSCH